



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **U LOGISTIQUE SAS**

Place des Pléiades - BP 40306  
ZI Belle Etoile Antarès  
44470 Carquefou

Références : 2025-982  
Code AIOT : 0005200850

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement U LOGISTIQUE SAS implanté ZI La Châtaigneraie Dargette 33210 Langon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection portait sur la mise en œuvre du Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement, et en particulier sur le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2014 applicable aux établissements classés « Seveso ».

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- U LOGISTIQUE SAS

- ZI La Châtaigneraie Dargette 33210 Langon
- Code AIOT : 0005200850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

U LOGISTIQUE exploite un entrepôt de stockage de marchandises dans la commune de Langon, dont l'activité consiste à recevoir, stocker puis expédier les produits à distribuer dans les grandes surfaces de la marque. L'établissement, mis en service en 1995, est soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°1382972 du 16 décembre 2004, complété notamment par l'arrêté du 10 août 2018 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 septembre 2022. Il est à noter que l'établissement est une installation classée "Seveso seuil bas".

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Mesures post accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Sans objet
2	Périodicité exercices POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100	Sans objet
3	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet
5	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
6	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Sans objet
7	Responsable échanges avec l'administration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)	Sans objet
8	Stratégie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'intervention	article Annexe V Point c)	
9	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Sans objet
10	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)	Sans objet
11	Mesures d'atténuation hors site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)	Sans objet
12	Premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Sans objet
14	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que, globalement, l'exploitant maîtrise la mise en œuvre de son POI.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'opération interne – existence

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI – Principes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p> <p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Organisation Interne pour son site de Langon. La version en vigueur au jour de l'inspection est celle de septembre 2025. L'exploitant indique que les mises à jour se font « au fil de l'eau », en fonction de l'évolution de l'exploitation. L'exploitant en a communiqué une version numérique, mais une version papier à jour est également disponible au poste de garde.</p> <p>Le POI décrit les scénarios d'accidents retenus dans l'établissement, à savoir dans tous les cas l'incendie, adaptés à la nature des matières stockées et des dangers propres à chaque cellule (voir paragraphe dédié).</p> <p>Le scénario joué lors de l'inspection est le scénario de départ de feu dans la cellule des liquides</p>

inflammables (fiche 309) pendant une indisponibilité du système d'extinction automatique (fiche 403).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Périodicité exercices POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI – Principes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier exercice POI a eu lieu le 5 avril 2024 ; le dernier avec participation du SDIS le 15 décembre 2022. Le suivant était prévu en novembre 2025 mais l'inspection en a tenu lieu, il sera donc reprogrammé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI – Dispositions communes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La formation des équipiers d'intervention de sécurité incendie est décrite dans la fiche 810 du</p>

<p>POI, celle des équipiers d'évacuation dans la fiche 811. Certaines fonctions requièrent des formations spécifiques, qui sont précisées dans le POI (intervention sur matériel électrique, conduite du tracteur « Terberg » par exemples).</p> <p>Les attestations de formation de certains des intervenants rencontrés au cours de l'exercice ont été vérifiées, sans remarque particulière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Dispositions POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI – Dispositions communes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les équipements de sécurité font l'objet de gammes de maintenance préventive. Celles des vannes d'isolement de l'établissement et celles des batardeaux des cellules ont été inspectées, ainsi que les derniers compte-rendus d'entretien périodique, sans remarque particulière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Exercice POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Système de gestion de la sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le POI contient des fiches pour la gestion des différents cas de sinistres correspondant à l'incendie de chaque cellules (fiches 305 à 310) : la structure des fiches est la même mais certaines actions à mener diffèrent selon la nature des produits stockés, certains types de produits étant spécifiques à certaines cellules (produits dangereux, inflammables, aérosols etc.). Le POI contient également quelques fiches sur des événements autres que les scénarios accidentels dimensionnants de l'étude de dangers (accident de personne, déversement de produit).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclenchement des procédures d'urgence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La POI est déclenché par « la direction des secours » (fiche 503) telle que déterminée par une liste de succession hiérarchique (fiche 501 : affectation aux fonctions POI). Le POI contient des fiches « réflexe » par fonction (fiches 503 à 514). L'organisation est apparue satisfaisante dans son ensemble.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Responsable échanges avec l'administration**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La relation avec les autorités est, selon l'organisation indiquée dans le POI, de la responsabilité du service QSE du site. La fonction de communication avec l'extérieur fait l'objet d'une fiche réflexe. Les communications avec l'extérieur n'ont pas été jouées en réel lors de l'exercice.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation :</b> le contact à la DREAL pourra utilement être remplacé par le numéro de l'astreinte DREAL : 07 86 62 85 81.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Stratégie d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations
<b>Prescription contrôlée :</b>  c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<b>Constats :</b>  Les fiches 305 et suivantes décrivent les modalités d'intervention dans les différents scénarios, quoique de manière succincte (par exemple des « rideaux d'eau » sont mentionnés dans certains scénarios, sans précision sur leur mise en œuvre ; de même pour l'ouverture des batardeaux). Une fiche est consacrée au désenfumage, qui précise qu'il ne sera mis en œuvre que sur ordre des pompiers. Les équipements de sécurité, moyens d'intervention et moyens de communication étaient disponibles et fonctionnels lors de l'exercice. On note que le fait de fournir des talkie-walkies aux équipiers d'intervention et à la direction des secours est une bonne pratique. Lors de l'exercice, il s'est avéré qu'un RIA était hors service ; toutefois, l'inspection a montré que le défaut était connu et que l'intervention pour le remettre en service était déjà programmée. Le test réel d'un autre RIA voisin a donné satisfaction. L'exercice a dans l'ensemble donné toute satisfaction, tant du point de vue de l'organisation que de la mise en œuvre des moyens matériels.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation :</b> le POI pourra utilement se montrer plus précis quant aux conditions d'intervention particulières, ou renvoyer à des procédures dédiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations
<b>Prescription contrôlée :</b>  d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;  e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
<b>Constats :</b>



<p>Le POI contient 3 schémas d'alerte (selon heures ouvrées ou non, et présence ou non d'un agent au poste d'accueil), qui mentionnent l'appel des secours extérieurs et l'alerte de la direction des opérations (fiches 101 à 103). Des messages d'alerte types sont fournis, y compris pour le déclenchement des prélèvements environnementaux.</p> <p>Lors de l'exercice, le schéma d'alerte ont été bien mis en œuvre, mais l'alerte extérieure n'a pas été jouée en réel sur décision de l'inspecteur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Interface service externe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche 302 est consacrée à l'accueil des secours. Elle porte essentiellement sur l'état des stocks et la localisation des matières. Les fiches d'alerte vues ci-dessus précisent qu'un guide sera mis à la disposition des secours. Les intervenants visés avaient connaissance de leur rôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Mesures d'atténuation hors site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune mesure particulière n'est prévue hors site, à part prévenir les entités alentour : les numéros de téléphone sont mentionnés dans le POI (fiche 205 « Infrastructures environnantes »).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Premiers prélèvements environnementaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cette mesure est prévue dans la fiche 105 « déclenchement astreinte prélèvements environnementaux ».</p> <p>L'exploitant est lié par contrat avec un bureau d'étude capable d'effectuer prélèvements environnementaux et analyses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Mesures post accident**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI - Données et informations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La seule mesure visée est le pompage et l'élimination des eaux d'extinction polluées par un incendie (fiche 408).</p> <p>L'exploitant est lié par contrat avec une société pouvant procéder au pompage. Toutefois, ni l'identité ni les coordonnées de cette société ne figurent dans le POI (fiche 516 « annuaire externe »), qui mentionne par ailleurs un prestataire « déchets dangereux ».</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant précise le rôle de la ou des sociétés intervenant pour la dépollution et indiquera leurs coordonnées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 14 : Etat des stocks**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>

### **Prescription contrôlée :**

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

### **Constats :**

L'état des matières stockées est une liste dont le POI indique qu'elle est éditée lors de l'intervention des pompiers.

L'édition de l'état des matières a été jouée lors de l'exercice. Il permet de connaître les totaux en masse et en volume par article ou par type de matière stockée (par rubrique ICPE par exemple) ; toutefois les données indiquent les masse et volume totaux des articles, pas uniquement des matières dangereuses contenues (tous emballages compris par exemple), et sont donc majorantes.

